



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS (ex TRANSIT STOCKAGE MANUTENTION SA)

170 Quai de la Loire
B.P. 424
62100 Calais

Références : -

Code AIOT : 0007002364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement TEREOS (ex TRANSIT STOCKAGE MANUTENTION SA) implanté Quai en eau profonde Bassin Henri Ravisse 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection inopinée s'inscrit dans le cadre des visites de la DREAL Hauts-de-France en 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS (ex TRANSIT STOCKAGE MANUTENTION SA)
- Quai en eau profonde Bassin Henri Ravisse 62100 Calais

- Code AIOT : 0007002364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le Terminal Sucrier de Calais est constitué de deux silos de stockage vrac de sucre :

- un silo de stockage de 60 000 tonnes ;
- un silo de transit de 7 000 tonnes.

Les installations sont destinées à la réception de sucre blanc cristallisé en vrac à partir des unités de production françaises.

Le fonctionnement de cet établissement est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation du 04/03/1997, ainsi que des arrêtés préfectoraux complémentaires des 06/05/2003 et 11/10/2004. Ce site figure dans la liste annexée à la circulaire du 23/02/2007. Il est considéré comme un silo à enjeux très importants (SETI).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 2 | Etat des moyens d'intervention | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Sans objet |
| 3 | risques électricité statique, courants vagabonds, foudre | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | Sans objet |
| 4 | Nettoyage | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection, malgré son caractère inopiné, s'est déroulée dans de bonnes conditions. L'exploitant a su présenter les documents demandés ou les a transmis par courriel. Néanmoins quelques prescriptions nécessitent la transmissions d'éléments complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. [...]</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none">• le plan des installations avec indication :<ul style="list-style-type: none">- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;- les mesures de protection définies à l'article 10 ;- les moyens de lutte contre l'incendie ;- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.• les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;• et le cas échéant : <p>[...]</p> |
| Constats : <p>Le site dispose des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2 RIA dans le silo 7 000t. Ces RIA ont été vérifiés par l'organisme Chubb en date du 07/03/2025. En synthèse de l'intervention, le rapport indique que les RIA sont en bon état. Ce rapport indique au niveau du questionnaire qualité que l'installation n'est pas équipée de manchette démontable et que ce fait est non correct.- des extincteurs de taille et de catégories différentes selon leur localisation. Ces extincteurs ont été vérifiés le 07/03/2025 par l'organisme Chubb. En synthèse de l'intervention, le rapport indique que les extincteurs sont en bon état.- 2 colonnes sèches. Ces 2 colonnes sèches n'avaient pas fait l'objet d'un suivi régulier et étaient de fait hors service (cf. raccords abîmés). La société Chubb est intervenue, selon les documents transmis, le 03/06/2025 pour effectuer la réparation. Un procès verbal de réception de travaux lié à la réparation de ces colonnes a été établi par la société Chubb et aucune réserve n'a été émise. En revanche aucune date ne figure sur ce PV. <p>Le site est également équipé de surpresseur d'explosion situés en pieds et tête d'élévateurs. Ils ont contrôlés le 23/08/2024 par la société STUVEX. Le rapport précise qu'après la maintenance seule la zone 1A3 a été activée.</p> <p>La visite a permis, par sondage, de constater la présence de ces équipements et notamment en fosse élévateur VC3.</p> <p>L'article 19.5 de l'arrêté préfectoral du 04/03/1997 prévoit que la défense incendie soit réalisée par des poteaux incendie ou une réserve.</p> <p>3 poteaux incendie sont présents sur la zone du port et le SDIS peut donc se brancher sur ces</p> |

poteaux. Par ailleurs, le site se trouve à moins de 100 m du bassin Henri Ravisse, source d'eau inépuisable.

Un exercice avec le SDIS est prévu fin juin afin de vérifier la bonne adéquation du plan de secours revu en 2025.

Enfin, l'alarme incendie est reportée au niveau des bureaux et par télésurveillance à la société ERYMA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : le compte rendu de l'exercice réalisé avec le SDIS sera transmis à l'Inspection avec, si besoin, un plan d'actions.

Demande 2 : il convient de confirmer, sous 2 mois, que l'absence de manchette démontable ne remet pas en cause l'efficacité de l'équipement.

Demande 3 : il convient de fournir, sous 2 mois, le PV de réception **daté** des travaux liés à la réparation des colonnes sèches.

Demande 4 : il convient de préciser, sous 2 mois, la raison pour laquelle il n'y a eu que la zone 1A3 qui a été activée au niveau des surpresseurs d'explosions (cf. rapport STUVEX).

Remarque 1 : l'annexe B du guide silo rappelle que la stratégie par inertage n'est pas adaptée pour un silo de sucre et que l'eau n'est pas indiquée. La stratégie de lutte généralement retenue est donc l'injection de mousse à moyen ou foisonnement directement sur le produit en fusion. Ce point pourra utilement être évoqué lors de la venue du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Etat des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

[...]

Constats :

Les extincteurs et RIA sont repérés et facilement accessibles. Les RIA sont protégés contre les

chocs.

Par sondage, il a été constaté que ces équipements possédaient l'étiquette relative au contrôle réalisé par l'organisme.

Les colonnes sèches sont accessibles depuis l'extérieur des bâtiments.

A noter qu'un recyclage relatif à l'utilisation des moyens de luttés contre l'incendie est programmé le 23/06/2025 pour l'ensemble du personnel.

Le plan de secours a été revu en 2025 mais il doit l'être à nouveau pour modifier les consignes d'alerte. En effet, en cas de sinistre, le personnel doit d'abord appeler la capitainerie qui se charge ensuite de contacter le 18.

Le suivi des échéances réglementaires se fait via SAP. A noter que le suivi des colonnes sèches n'était pas repris dans le logiciel jusqu'en 2023. Lors du 1^{er} contrôle, il a été constaté que les raccords n'étaient plus fonctionnels et ce n'est qu'à l'issue de la visite DREAL que l'organisme est intervenu pour effectuer la réparation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : risques électricité statique, courants vagabonds, foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, risques

Prescription contrôlée :

[...]

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Constats :

Par courriel du 03/06/2025, l'exploitant a transmis les rapports de vérification :

- des installations de protection contre la foudre : ce contrôle a été réalisé par l'organisme Bureau Veritas le 22/11/2024. La vérification visuelle a permis d'examiner le maintien en état des installations dont l'état a été jugé satisfaisant. Le rapport précise que la vérification complète a été réalisée en 2023 (cf. article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010);
- des liaisons équipotentielles : ce contrôle a été réalisé par l'organisme Bureau Veritas le 05/12/2024. Le rapport précise qu'aucune anomalie n'a été relevée lors du contrôle;
- des installations électriques : ce contrôle a été réalisé par l'organisme Bureau Veritas du 02/12 au 03/12/2024. Dans ses rapports, l'organisme a fait 3 observations dont 1 nouvelle pour le silo 7 000 T et 1 observation pour le silo 60 000 T. D'après le fichier de synthèse transmis par l'exploitant et correspondant à son plan d'actions, l'observation pour le silo 60 000 T serait levée. La levée des observations du silo 7 000 T est prévue pour la fin de l'année.

| |
|---|
| |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 5 : Compte tenu de l'intitulé du rapport - rapport de vérification périodique des liaisons équipotentielles - et du contenu du rapport établi par Bureau Véritas, il ne peut être établi si ce rapport répond à l'intégralité de la prescription : <i>"Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i> - <i>l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</i> <i>..."</i> Il convient donc de confirmer, sous 1 mois, que le rapport répond aux 2 points repris ci-dessus.</p> <p>Demande 6 : il conviendra de confirmer la bonne réalisation des travaux nécessaire à la mise en conformité des installations électriques.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Nettoyage

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le registre de nettoyage des silos. Les fréquences de nettoyage sont rappelées via un code couleur. Le registre est correctement renseigné.</p> <p>Lors de la visite, les installations visitées étaient propres. Les marquages au sol permettant de contrôler le taux d'empoussièrement étaient visibles (cf. croix au sol).</p> <p>Dans la mesure du possible, le nettoyage est réalisé à l'aide d'un aspirateur, comme rappelé sur le registre de nettoyage. L'exploitant a présenté la déclaration de conformité de l'aspirateur à la directive ATEX.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |